

Chambre des Représentants

SESSION EXTRAORDINAIRE 1974

1^{er} OCTOBRE 1974

PROJET DE loi

modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 créant un
Institut du Change et l'arrêté-loi du 6 octobre 1944
relatif au contrôle des changes.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)
PAR M. DESMARETS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Avant de passer à la discussion du présent projet de loi, il a semblé opportun à votre rapporteur de consacrer quelques considérations à l'organisation du contrôle des changes au sein de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (U. E. B. L.) ainsi qu'au statut et au fonctionnement de l'Institut belge-luxembourgeois du Change (I. B. L. C.).

Ces considérations sont empruntées dans une large mesure au "Code économique et financier" du professeur F. Baudhuin.

(N) Composition de la Commission:

Président: M. Parisis.

A. - Membres: MM. d'Alcántara, Desmarets, De Vidts, Dupré, Martens, Parisis, Plasman, Vandamme. - MM. Boeykens, Willy Claes, André Cools, Deruelles, Mangelschots, Van Acker. - MM. Damseaux, Evers, Kickx, Sprockeels. - MM. Defosser, Duvieusart, - MM. Olaerts, Schilz.

B. - Suppléants: MM. Barbeaux, De Keersmaeker, Lenssens, Renaat Peeters. - MM. Bob Cools, Debousse, Scokaert, Tobback. - MM. Buchmann, Verberckmoes. - M. Persoons. - M. Paul Peeters.

Voir:

234 (S.E. 1974): No 1.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1974

1 OKTOBER 1974

WETSONTWERP

tot wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944
tot oprichting van een Instituut voor de Wissel en
de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de
wisselcontrole.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DESMARETS.

DAMES EN HEREN,

Alvorens tot de bespreking van onderhavig ontwerp over te gaan, komt het uw verslaggever wenselijk voor, hier enkele beschouwingen te wijden aan de organisatie van de wisselcontrole in de Belgisch-Luxemburgse economische unie (B. L. E. U.) en aan het statuut en de werking van het Belgisch-Luxemburgse Instituut voor de wissel (B. L. I. W.).

Hiervoor werd in ruime mate gebruik gemaakt van de "Code économique et financier" van prof. F. Baudhuin.

(IJ) Samensrelling van de Commissie:

Voorzitter: de heer Parisis.

A. - Leden: de heren d'Alcántara, Desmarets, De Vidts, Dupré, Martens, Parisis, Plasman, Vandamme. - de heren Boeykens, Willy Claes, André Cools, Deruelles, Hurez, Mangelschots, Van Acker. - de heren Damseaux, Evers, Kickx, Sprockeels. - de heren Defosset, Duvieusart, - de heren Olaens, Schiltz.

B. - Plaatsvervangers: de heren Barbeaux, De Keersmaeker, Lenssens, Renaat Peeters. - de heren Bob Cools, Debousse, Scokaert, Tobback. - de heren Buchmann, Verberckmoes. - de heer Persoons. - de heer Paul Peeters.

Zie:

234 (B. Z. 1974): Nr 1.

I. Introduction.

1. La législation.

La législation sur le contrôle des changes en Union belgo-luxembourgeoise est fondée sur l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et l'arrêté du Régent pris à la même date en exécution de l'arrêté-loi.

Cet arrêté-loi a élaboré un cadre large et souple, confiant à l'Institut belgo-luxembourgeois du change (créé par un arrêté-loi du 6 octobre 1944) les pouvoirs réglementaires et l'organisation du contrôle.

L'Institut jouit ainsi d'une autonomie et d'une liberté suffisante pour pouvoir adapter le contrôle des changes aux circonstances du moment.

Les grands principes de base du contrôle des changes peuvent être résumés comme suit :

a) Tout acte de disposition ou d'acquisition d'avoirs, biens ou créances à l'étranger ou en monnaies étrangères ainsi que tout engagement envers un étranger sont soumis à l'autorisation de l'I. B. L. C.;

b) Les étrangers ne peuvent disposer sans autorisation de l'I. B. L. C., des avoirs qu'ils possèdent dans l'U. E. B. L.;

c) Les opérations du commerce extérieur sont soumises à un contrôle de paiement qui est assuré par l'I. B. L. C. en concordance avec le contrôle du mouvement des marchandises.

2. Statut et mission de l'I. B. L. C.

L'Institut est un établissement public doté de la personnalité civile.

Il est administré par un conseil de 9 membres que préside le gouverneur de la Banque nationale.

Ce conseil comprend en outre :

- un membre du comité de direction de la Banque nationale;
- le président de la Commission bancaire;
- quatre membres désignés par le Roi;
- deux membres désignés par le gouvernement luxembourgeois.

Un commissaire du gouvernement belge exerce un contrôle sur toutes les opérations de l'I. B. L. C.

Le service administratif et la gestion journalière sont assurés par la Banque nationale.

Les ressources de l'Institut sont constituées au moyen d'une redevance due sur toute acquisition de devises étrangères et sur tout crédit en francs belges en compte à l'étranger.

La mission de l'Institut consiste :

a) à élaborer la réglementation détaillée du change et à modifier celle-ci au gré des circonstances en application des principes énoncés par les arrêtés du 6 octobre 1944;

I. Inleiding.

1. De wetgeving.

De wetgeving betreffende de wisselcontrole steunt op de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en op het op dezelfde datum genomen besluit van de Regent ter uitvoering van de besluitwet.

Deze besluitwet heeft een ruim en soepal kader uitgewerkt, waarbij aan het (bij een besluitwet van 6 oktober 1944 opgericht) Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel verordenende bevoegdheden alsmede de organisatie van de controle toevertrouwd worden.

Het Instituut geniet aldus een voldoende autonomie en vrijheid om de wisselcontrole aan de tijdsomstandigheden te kunnen aanpassen.

De hoofdbeginselen waarop de wisselcontrole is gesteund, kunnen worden samengevat als volgt :

a) Iedere daad van beschikking of verkrijging van vermogens, goederen of schuldvorderingen in het buitenland of in vreemde munt alsook elke verbintenis ten overstaan van een buitenlander zijn onderworpen aan een toelating van het B. L. I. W.;

b) Buitenlanders mogen niet zonder toelating van het B. L. I. W. beschikken over vermogens welke zij binnen de B. L. E. U. bezitten;

c) De verrichtingen die verband houden met de buitenlandse handel zijn onderworpen aan een betalingscontrole die, in overeenstemming met de controle op het goederenverkeer, verzekerd wordt door de B. L. I. W.

2. Statuut en opdracht van de B. L. I. W.

Het Instituut is een openbare instelling die de rechtspersoonlijkheid bezit,

Het wordt beheerd door een raad van 9 leden, voorgezeten door de gouverneur van de Nationale Bank.

Deze raad omvat bovendien :

- een lid van het bestuurscomité van de Nationale Bank van België;
- de voorzitter van de Bankcommissie;
- vier door de Koning aangeduide leden;
- twee door de Luxemburgse regering aangeduide leden.

Een commissaris van de Belgische regering oefent controle uit op al de verrichtingen van het B. L. I. W.

De administratieve dienst alsmede het dagelijks beheer worden verzekerd door de Nationale Bank.

De geldmiddelen van het Instituut worden bijeengebracht door de heffing van een retributie op elke aankoop van buitenlandse deviezen.

De opdracht voor het Instituut bestaat erin :

a) een gesubsidieerde reglementering inzake de deviezen uit te werken en, naargelang van de omstandigheden, deze reglementering te wijzigen met toepassing van de in de besluiten van 6 oktober 1944 opgesomde hoofdregels;

b) à assurer l'exécution des dispositions légales et réglementaires relatives au contrôle des changes et à procéder à la recherche et à la constatation des infractions.

Pour atteindre ce but, l'1.B. L. C. dispose de deux moyens: prendre des *règlements* ou accorder des *autorisations générales*:

a) les *règlements* abordent des matières relativement vastes et décrivent les conditions dans lesquelles des opérations soumises à l'autorisation de l'1.B. L. C. peuvent se réaliser sans qu'une autorisation particulière soit nécessaire dans chaque cas. L'élaboration des *règlements* a ainsi permis de rendre le contrôle quasi automatique et, grâce à l'intervention des banques agréées, d'atteindre une décentralisation de ce contrôle;

b) les *autorisations générales* sont des autorisations qui valent pour un ensemble d'opérations et elles peuvent être accordées à une personne déterminée ou à un groupe de personnes.

La plupart des *règlements* et des *autorisations générales* requièrent l'intervention des banques agréées pour l'exécution des opérations qu'ils autorisent.

Les banques agréées sont soumises à un contrôle particulier de l'1.B. L. C. Ct doivent se conformer à ses directives. Elles jouissent en contrepartie d'un monopole pour l'exécution des opérations de change soumises à contrôle.

II. Portée du projet de loi.

Conformément à l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes le Roi peut, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, organiser le contrôle de tous transferts quelconques de biens et valeurs entre la Belgique et l'étranger et fixer les conditions d'intervention des banques et d'autres intermédiaires dans ces opérations.

En vertu de cet arrêté-loi le Roi peut déléguer à l'Institut du Change le pouvoir de prendre des *règlements* en cette matière. Le Roi a usé de cette faculté.

Il est toutefois apparu que le pouvoir conféré à l'Institut du Change est insuffisant, du fait surtout que les marchés monétaire et financier internationaux ont connu un développement important et que l'Institut n'avait plus prise sur d'importants mouvements de devises se produisant sur ces marchés.

Le présent projet de loi vise dès lors à étendre les compétences du Roi en la matière. Ces compétences nouvelles pourront alors — cela va de soi — être transférées à l'Institut.

Le présent projet prévoit, en vue de réaliser cet objectif, une triple série de mesures :

1. Insertion des articles 3bis et 3ter dans l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes.

Des mesures différentes peuvent être prises vis-à-vis des intermédiaires financiers et des commerçants qui traitent habituellement des opérations commerciales et financières avec des étrangers.

Sur le plan des transactions internationales, ces mesures peuvent se résumer comme suit:

b) de la hand te houden aan de uitvoering van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de wisselcontrole alsook de inbreuken op te sporen en vast te stellen.

Daartoe beschikt het B. L. I. W. over twee middelen: het treffen van *reglementen* of het *toestaan van algemene toelatingen* :

a) de *reglementen* handelen over vrij uitgebreide materies en omschrijven de voorwaarden waarin de aan de toelating van het B. L. I. W. onderworpen verrichtingen kunnen gebeuren zonder dat voor ieder geval een bijzondere toelating nodig zou zijn. De uitwerking van de *reglementen* heeft het aldus mogelijk gemaakt dat de werking van de controle kwasi-automatisch zou worden alsook, dank zij de interventie van erkende banken, een decentralisatie van deze controle te bekomen;

b) *algemene toelatingen* : zijn toelatingen die gelden wat betreft een geheel vormende verrichtingen en die kunnen worden toegestaan aan een bepaalde persoon of personen-groep.

De *reglementen* en de *algemene toelatingen* vergen meestal de tussenkomst van de erkende banken voor de verwezenlijking van de verrichtingen waarop zij betrekking hebben.

De erkende banken zijn aan een bijzondere controle van het B. L. I. W. onderworpen en dienen aan diens richtlijnen gehoor te geven. Als tegenprestatie genieten zij een monopolium wat betreft de aan controle onderworpen wisselverrichtingen.

II. Draagwijdte van het wetsontwerp.

Volgens de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten een controle inrichten op alle overdrachten van goederen en waarden tussen België en het buitenland en de voorwaarden bepalen waaronder de banken en andere tussenpersonen in die verrichtingen kunnen tussenkomen.

Krachts deze besluitwet kan de Koning aan het Instituut voor de Wissel de bevoegdheid overdragen om *reglementen* ter zake te nemen. De Koning heeft van die mogelijkheid gebruik gemaakt.

De aan het Instituut voor de Wissel opgedragen bevoegdheid is echter onvoldoende gebleken vooralomdat de internationale geld- en kapitaalmarkt de laatste jaren een belangrijke ontwikkeling heeft gekend en het Instituut geen vat meer had op aanzienlijke deviezenbewegingen die zich op die markten voordeden.

Het ontwerp beoogt dan ook de bevoegdheden van de Koning op dit stuk uit te breiden. Die nieuwe bevoegdheden zullen vanzelfsprekend aan het Instituut kunnen worden overgedragen.

Om deze doelstelling te verwezenlijken bevat het ontwerp een drietal van maatregelen:

1. De invoeging van de artikelen 3bis en 3ter in de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole.

Verschillende maatregelen kunnen worden getroffen ten aanzien van de financiële russenpersonen en handelaars die gewoonlijk handels- of financiële verrichtingen doen met buitenlanders.

Die maatregelen komen hierop neer dat op het stuk van de internationale transacties:

— les rémunérations des dépôts et des dettes peuvent être limitées ou interdites;

— le montant des dettes, des dépôts et des créances ou de certaines parties constitutives de ceux-ci peut être limité;

— une somme égale à tout ou partie des dettes et des dépôts et créances devra éventuellement être déposée auprès d'une institution à désigner, en compte bloqué et productif ou non d'intérêt.

2. Insertion d'un article 3^{quater} dans l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Le Roi peut prévoir pour toute personne intéressée aux transactions internationales l'obligation de communiquer à l'Institut des renseignements à leur sujet ainsi que les documents venant à l'appui des demandes d'autorisation adressées à l'Institut.

3. Insertion d'un article 3^{quinquies} dans l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Le Roi aura la faculté de prescrire et organiser le prélèvement anticipé et provisionnel d'une taxe à charge des étrangers sur leurs dépôts effectués en Belgique mais il sera tenu de saisir sans retard les Chambres législatives d'un projet de loi tendant à faire ratifier ces mesures anticipées de perception.

„ ...

L'article 1^{er} du présent projet de loi vise, en outre, à apporter des modifications dans la composition du conseil de l'I.B.L.C. en vue de réaliser un équilibre meilleur entre les représentations belge et luxembourgeoise. Il y a lieu, à cet effet, d'adapter l'article 3 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 créant un Institut du Change.

Enfin, une définition légale des mots : « régnicoles » et « étrangers » est donnée à l'article 4, conformément à la proposition du Conseil d'Etat. Jusqu'à ce jour, ces définitions ne figuraient que dans les arrêtés d'exécution.

III. Discussion générale.

La Commission des Finances a examiné sérieusement la portée et les implications des propositions gouvernementales. La discussion a été entamée le 8 janvier 1974, mais, en raison de la dissolution des Chambres, elle n'a pu être terminée qu'avant les vacances. En réponse aux interventions de divers membres, le Ministre des Finances a fourni à la Commission une documentation détaillée dont l'essentiel figure ci-après.

1. Comparaison des pouvoirs.

Min de fixer les idées, il y a lieu de fournir en détail une comparaison entre le contrôle des changes tel qu'il est appliqué actuellement et tel qu'il résultera des modifications proposées.

- de vergoedingen voor deposito's en schulden kunnen worden beperkt of verboden;

- het bedrag van de schulden, deposito's en vorderingen of van bepaalde bestanddelen ervan, kan worden beperkt;

- een bedrag gelijk aan de schulden, deposito's en vorderingen of een gedeelte daarvan bij een aan te wijzen instelling eventueel zal dienen gedeponeerd te worden op een geblokkeerde, al dan niet rentedragende, rekening.

2. Invoeging van een artikel 3^{quater} in de besluitwet van 6 oktober 1944.

De Koning kan aan de personen die bij internationale transacties betrokken zijn, de verplichting opleggen om aan het Instituut inlichtingen daarover te verstrekken en de stukken tot staving van de aan dat Instituut gerichte aanvragen om vergunning, mede te delen.

3. Invoeging van een artikel 3^{quinquies} in de besluitwet van 6 oktober 1944.

De Koning zal de mogelijkheid hebben de vervroegde en provisionele heffing van een taks te organiseren ten laste van buitenlanders op hun in België verrichte deposito's maar Hij zal zonder verwijl bij de Wetgevende Kamers een wetsontwerp moeten indienen om die vervroegde heffingsmaatregelen te doen bekrachtigen.

„ ..

Daarenboven beoogt artikel 1 van het ontwerp wijzigingen aan te brengen in de samenstelling van de raad van het B.L.I.W. om een beter evenwicht te bereiken tussen de Belgische en Luxemburgse vertegenwoordiging. Hiertoe dient artikel 3 van de besluitwet van 6 oktober 1944 tot oprichting van een Instituut voor de wissel, te worden aangepast.

Tenslotte worden in artikel 4 de woorden « inlanders » en « buitenlanders » wettelijk bepaald. Zulks beantwoordt aan het voorstel van de Raad van State. Deze definities kwamen voornamelijk slechts in de uitvoeringsbesluiten voor.

III. Algemene bespreking.

De Commissie voor de Financien beraadde zich zorgvuldig over de draagwijdte en de terugslag van de regeringsvoorstellen. De bespreking werd op 8 januari 1974 aangevat, maar door de parlementsontbinding kon zij pas vóór het reces worden beëindigd. Als antwoord op de diverse tussenkomsten bezorgde de Minister van Financien de Commissie een uitgebreide documentatie waarvan de quintessens hierna voorkomt.

1. Vergelijking tussen de machten,

Ter beoordeling van de verknijping van een juistere gedachtenbeeld dient tot in de bijzonderheden toe een vergelijking te worden bezorgd tussen de wisselcontrole zoals die thans wordt toegepast om de wisselcontrole die uit de voorgestelde wijzigingen zal volgen.

Pouvoirs existants.

L'arrêté-loi du 6 octobre 1944 donne au Roi le pouvoir :

a) d'organiser le contrôle de tous transferts de biens et valeurs entre la Belgique et l'étranger et de soumettre notamment à cette fin au contrôle et à l'autorisation préalable de l'I. B. L. C. :

1°) tous actes de disposition concernant des biens que des personnes établies en Belgique possèdent à l'étranger ainsi que tous actes d'acquisition par ces personnes de biens situés à l'étranger;

2°) tous actes de disposition concernant des créances que ces personnes détiennent sur des débiteurs étrangers ainsi que tous actes d'acquisition par ces personnes de créances sur des débiteurs étrangers;

3°) tous actes par lesquels ces personnes aliènent des biens quelconques en faveur d'étrangers, paient des dettes à des étrangers ou en deviennent débiteurs;

4°) tous actes par lesquels ces personnes cèdent ou acquièrent des avoirs libellés en monnaie étrangère;

5°) toute importation ou exportation de biens quelconques;

6°) tous actes concernant des biens quelconques que des personnes établies à l'étranger possèdent en Belgique;

7°) tout transport et toute détention de valeurs dans le rayon réservé à la douane.

b) de fixer les conditions d'intervention des banques et des autres organismes financiers dans les opérations visées ci-dessus;

c) de déléguer à l'I. B. L. C. le pouvoir de prendre des règlements dans les matières visées ci-dessus en vue d'organiser le contrôle et de l'assouplir dès que les circonstances le permettent.

Pouvoirs nouveaux.

Le projet complète les dispositions résumées ci-dessus en donnant au Roi les pouvoirs complémentaires de :

a) prévoir à l'égard des intermédiaires financiers et des commerçants qui traitent habituellement avec l'étranger :

1°) la limitation ou l'interdiction de rémunération des dépôts et des dettes :

- en francs belges ou en monnaies étrangères lorsque le créancier est étranger;

- en monnaies étrangères lorsque le créancier est régnicole (résident belge);

2°) la limitation des créances et des engagements :

- en francs belges ou en monnaies étrangères vis-à-vis des étrangers;

- en monnaies étrangères vis-à-vis des régnicoles;

3°) l'obligation de constituer un dépôt bloqué à tout ou partie des créances et engagements visés ci-dessus;

Bestaande bevoegdbeden.

De besluitwet van 6 oktober 1944 verleent aan de Koning de macht om :

a) de controle in te richten op alle overdrachten van goederen en waarden tussen België en het buitenland en met het oog hierop inzonderheid aan de controle en aan de voorafgaande machtiging van her B. L. I. W. te onderwerpen;

1°) alle daden van beschikking betreffende goederen welke in België gevestigde personen in het buitenland bezitten, alsook alle door deze personen verrichte daden van verkrijging van in het buitenland gelegen goederen;

2°) alle daden van beschikking betreffende de schuldvorderingen welke deze personen op vreemde schuldenaren bezitten, alsook alle door deze personen verrichte daden van verkrijging van schuldvorderingen op vreemde schuldenaren;

3°) alle daden waarbij die personen om het even welke goederen ten voordele van buitenlanders vervreemden, aan vreemden schulden betalen of er schuldenaar van worden;

4°) alle daden waarbij deze personen in vreemde munt uitgedrukte vermogens overdragen of verkrijgen;

5°) elke in- of uitvoer van om het even welke goederen;

6°) alle daden betreffende om het even welke goederen welke in het buitenland gevestigde personen in België bezitten;

7°) elke transport of alle bezit van waarden binnen het tolgebied.

b) de voorwaarden van interventie van banken en andere financiële instellingen in de hierboven bedoelde verrichtingen te bepalen;

c) aan het B. L. I. W. de bevoegdheid over te dragen om verordeningen uit te vaardigen betreffende de hierboven bedoelde aangelegenheden ten einde de controle te organiseren en deze te versoepelen zodra de omstandigheden zulks mogelijk maken.

Nieuwte bevoegdheden.

Her ontwerp vervolledigt de hierboven samengevatte bepalingen en verleent de Koning de bijkomende bevoegdheid om :

a) ten aanzien van financiële tussenpersonen en handelaren die gewoonlijk met het buitenland verrichtingen doen :

1°) de vergoeding te beperken of te verbieden voor deposito's en schulden :

- in Belgische franken of in vreemde valuta wanneer de schuldeiser een buitenlander is;

- in vreemde valuta wanneer de schuldeiser een in België verblijvende inlander is;

2°) het bedrag te beperken van de vorderingen en van de obligo's :

- in Belgische franken of in vreemde valuta tegenover buitenlanders;

- in vreemde valuta tegenover inlanders.

3°) de verplichting op te leggen een bedrag, gelijk aan de hierboven bedoelde vorderingen en obligo's of aan een gedeelte daarvan, op een geblokkeerde rekening te deponeren;

b) prévoir à l'égard de toutes personnes intervenant dans des opérations soumises au contrôle de l'I.B.L.C. l'obligation de communiquer des renseignements à l'I.B.L.C.;

c) prescrire et organiser le prélèvement anticipé et provisionnel d'une taxe à charge des étrangers sur leurs dépôts en francs belges ou en monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers (le projet de loi ne prévoit pas de délégations de pouvoirs à l'I.B.L.C. en cette matière).

2. L'adaptation du projet à l'évolution récente.

Le projet a été élaboré dans une période au cours de laquelle le souci majeur était la lutte contre les afflux de capitaux et les désordres qui en résultaient sur les marchés des changes.

Le libellé des nouvelles dispositions n'a toutefois pas été conçu à sens unique et la plupart des dispositions peuvent aussi bien s'appliquer dans une période où l'objectif majeur serait de limiter les effets d'un reflux de capitaux vers l'étranger.

L'action sur la position débitrice ou créditrice des intermédiaires financiers et des commerçants envers l'étranger peut aussi bien se concevoir, dans le cadre du projet, pour limiter une position créancière qu'une position débitrice excessive.

De même la collecte de renseignements sur l'évolution de ces positions sera tout aussi utile dans des périodes d'excès ou de déficit de la balance de paiements.

La réforme poursuit donc un objectif plus fondamental en ce sens que ce seront la méthode de travail et l'approche des problèmes qui seront améliorées.

3. Les implications de la réforme proposée sur le fonctionnement du marché libre

Tout en se ralliant aux mesures proposées, la commission s'est inquiétée de l'incidence qu'elles auraient sur le fonctionnement de notre double marché des changes puisqu'elles ne concernent que le marché réglementé; d'ailleurs cette restriction ne risque-t-elle pas d'entamer l'efficacité de ces mesures?

Le Ministre rappelle que la séparation du marché des changes en deux secteurs résulte de la réglementation de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change prise sur base de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et des arrêtés d'exécution.

Il s'agit d'une mesure d'exécution prise par l'I.B.L.C. d'accord et suivant les directives du Ministre des Finances.

La subdivision du marché des changes a été principalement conçue en vue de canaliser sur le marché libre les mouvements de capitaux dont l'incidence ne peut ainsi troubler les règlements des transactions commerciales qui se dénouent sur le marché réglementé sur lequel la Banque nationale de Belgique peut être amenée à intervenir pour éviter les fluctuations excessives des cours et leur maintien dans des marges fixes.

Le présent projet mettant l'accent sur la nécessité de contrôler les flux de capitaux, on peut donc légitimement se demander s'il est bien nécessaire, puisque par hypothèse les mouvements de capitaux sont canalisés sur le marché libre.

A cet égard, il convient de signaler tout d'abord que le projet de loi ne doit apporter aucun changement à la formule actuelle du double marché des changes. Celle-

b) aan elke persoon die bij Jan de controle van het B. L. I. W. onderworpen verrichtingen een rol speelt, de verplichting op te leggen om aan het B. L. I. W. inlichtingen daarover te verstrekken;

c) de vervroegde en provisionele heffing van een taks voor te schrijven en te organiseren ten laste van buitenlanders op hun in België in Belgische franken of in vreemde valuta bij financiële tussenpersonen verrichte deposito's (het wetsontwerp bepaalt niet dat deze bevoegdheid aan het B. L. I. W. kan worden overgedragen).

2. Aanpassing van het ontwerp aan de jongste ontwikkeling.

Het ontwerp werd uitgewerkt in een periode waarin men vooral bekommerd was om de strijd tegen de toevloed van kapitalen en de wanorde die eruit voortvloeide op de wisselmarkten.

De nieuwe bepalingen werden nochtans niet eenzijdig opgesteld en de meeste bepalingen kunnen even goed worden toegepast in een periode waarin men zich hoofdzakelijk tot doel zou stellen de gevolgen van een afvloeiing van kapitalen naar het buitenland te beperken.

In het kader van het ontwerp kan de actie op de debiteur- of crediteurpositie van de financiële tussenpersonen en van de handelaars r.o.v. het buitenland even goed gericht zijn op de beperking van een te grote crediteurpositie als van een dergelijke debiteurpositie.

Ook zal de verzameling van inlichtingen over de evolutie van die posities even nuttig zijn in periodes dar de betalingsbalans een overschot vertoont als in periodes dat zij deficitair is.

De hervorming streeft dus een nog fundamenteeler doel na in die zin dat de werkmethodes en de benadering van de problemen worden verbeterd.

3. Weerslag van de voorgestelde beruorming op de werking van de vrije markt.

Alhoewel de commissie het eens is met de voorgestelde maatregelen, vraagt zij zich toch af welke hun weerslag zal zijn op de werking van onze dubbele valutamarkt, aangezien die maatregelen slechts slaan op de gereguleerde markt. Houdt die beperking trouwens geen gevaar in voor de doeltreffendheid van die maatregelen?

De Minister wijst erop dat de splitsing van de valutamarkt in twee sectoren het gevolg is van de door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel op grond van de besluitwet van 6 oktober 1944 en de uitvoeringsbesluiten vastgestelde reglementering.

Het betreft hier een uitvoeringsmaatregel die door het B. L. I. W. genomen was in akkoord met en overeenkomstig de richtlijnen van de Minister van Financiën.

De splitsing van de valutamarkt was voornamelijk bedoeld om de kapitaalbewegingen naar de vrije markt af te leiden zodat de weerslag ervan geen verstoring meer kan veroorzaken in de afhandeling van handelstransacties op de gereguleerde markt waarop de Nationale Bank van België eventueel zal moeten optreden om de overdreven fluctuaties te vermijden en de koersen binnen vaste marges te houden.

Aangezien het onderhavige ontwerp het accent legt op de noodzakelijkheid om de kapitaalbewegingen te controleren, mag men zich terecht afvragen of het ontwerp wel nodig is, aangezien de kapitaalbewegingen uiteraard op de vrije markt gekanaliseerd worden.

In dit verband zij in de eerste plaats opgemerkt dat het wetsontwerp helemaal geen wijziging meebrengt in het thans bestaande systeem van de dubbele valuta-

ci a été jugée la plus appropriée par les organes d'exécution et permet encore actuellement de faire face aux tensions qui peuvent se produire en vue de protéger le secteur commercial des paiements.

Ce projet de loi tend d'ailleurs à renforcer cette protection en agissant sur des mouvements de capitaux à court terme qui, par nature ou par la force même des choses, sont intimement liés aux transactions commerciales, sans qu'il soit possible de les isoler pour les canaliser sur le marché libre.

C'est le cas, par exemple, du jeu dans les délais de paiement en matière commerciale (leads and lags) qui se traduit par un accroissement ou une diminution des dettes ou des créances à court terme des firmes commerciales envers l'étranger. C'est aussi le cas des constitutions d'avoirs en banque dans le but de faire face à des engagements commerciaux et donc réalisées par le marché réglementé.

Les événements des dernières années ont démontré que ces mouvements de capitaux à court terme peuvent perturber gravement le fonctionnement du marché réglementé des changes en période de crise.

On doit considérer aussi que le marché réglementé présente une part très importante des transactions (environ 80 %) et qu'il est donc important de disposer d'un système de contrôle orienté particulièrement sur ce secteur.

4. Régime préférentiel en faveur des pays de la C. E. E.

D'aucuns se sont étonnés que le projet ne fasse aucune distinction entre les pays-membres de la C. E. E. et les pays tiers. Ils désirent savoir si ce système uniforme, qui de toute façon ralentira la liquidation des transactions, est conforme aux directives du Marché commun.

Le Ministre a rappelé qu'une directive de la C. E. E. invite les Etats-membres à se doter des instruments légaux nécessaires à une action coordonnée des mesures prises sur le plan du contrôle des mouvements de capitaux, dans chacun des pays.

La question d'un régime préférentiel en faveur des pays de la C. E. E. dans le domaine du contrôle des changes a déjà été soulevée, notamment dans le cadre de la réalisation de l'union économique et monétaire.

Cette réalisation ne demande pas une adaptation du régime légal existant. Dans la mesure où cette union nécessitera l'institution d'un traitement préférentiel en faveur des pays de la C. E. E., il appartiendra à l'U. E. C., en conformité avec les directives du Ministre des Finances, d'adapter la réglementation en conséquence.

Actuellement, le dispositif de base du contrôle des changes doit s'appliquer à tous les pays étrangers sans distinction; aucune disposition ne s'oppose à l'introduction ultérieure d'un régime préférentiel.

5. Le contrôle des changes dans les pays de la C. E. E.

Ce problème a retenu l'attention particulière de la commission.

Il serait vain en effet d'élaborer une politique tendant à réduire les mouvements incontrôlés des capitaux si des mesures similaires ne sont pas appliquées par les partenaires de la Communauté, et plus particulièrement le Grand-Duché du Luxembourg. Pareille distorsion aurait pour effet

markt. Dit systeem werd door de uitvoeringsorganen als het meest geschikte beschouwd en het biedt ook nu de mogelijkheid het hoofd te bieden aan de spanningen die zich kunnen voordoen met het oog op de bescherming van de officiële betalingssector.

Anderzijds wil dit wetsontwerp die bescherming nog opvoeren, door maatregelen te nemen in verband met kortlopende kapitaalbewegingen, die uiteraard of ingevolge de omstandigheden nauw verbonden zijn met de handelstransacties en die daarvan onmogelijk losgemaakt kunnen worden om ze naar de vrije markt af te leiden.

Dit is namelijk het geval met de betalingstermijnen in handelszaken (leads and lags) die een stijging of een daling van het volume der kortlopende schulden of schuldverdringen van de handelsfirma's tegenover het buitenland te weeg brengen. Zulks geldt ook voor de banktegoeden die gevormd worden om het hoofd te kunnen bieden aan handelsverbintenissen en die dus op de gereglementeerde markt gerealiseerd worden.

De gebeurtenissen van de laatste jaren hebben bewezen dat deze kortlopende kapitaalbewegingen in crisisperioden de werking van de gereglementeerde valutamarkt ernstig kunnen verstoren.

Ook mag niet uit het oog verloren worden dat de gereglementeerde markt een zeer aanzienlijk deel van de transacties (ongeveer 80 %) voor haar rekening neemt, zodat het van groot belang is over een controlesysteem te beschikken dat speciaal op die sector gericht is.

4. Preferentieel stelsel ten gunste van de E. E. Geïland.

Sommigen spreken er hun verwondering over uit dat in het ontwerp geen onderscheid wordt gemaakt tussen de Lid-Staten van de E. E. G. en de derde landen. Zij vragen of die uniforme regeling, die in ieder geval de afwikkeling van de verrichtingen zal vertragen, in overeenstemming is met de richtlijnen van de Euromarkt.

De Minister herinnert er aan dat een richtlijn van de E. E. G. de Lid-Staten uitnodigt om te voorzien in de wettelijke instrumenten die nodig zijn om in ieder land tot een coördinatie te komen van de maatregelen die op het vlak van de controle op de kapitaalbewegingen worden getroffen.

De kwestie van een preferentieel stelsel ten gunste van de E. E. G.-landen op het gebied van de wisselcontrole werd reeds opgeworpen, o.m. in het raam van de totstandbrenging van de economische en monetaire unie.

Deze realisatie vergt geen aanpassing van de bestaande wettelijke regeling. In de mate waarin die unie een preferentiële behandeling ten gunste van de E. E. G.-landen noodzakelijk zou maken, zal het de taak zijn van de B. L. I. W. om de reglementering aan te passen overeenkomstig de richtlijnen van de Minister van Financiën.

Voor het ogenblik dient het basisinstrument voor de wisselcontrole te worden toegepast op alle vreemde landen zonder onderscheid; geen enkele bepaling verzet zich tegen de latere invoering van een preferentieel stelsel.

5. De toisselcontrole van de E. E. Geïland.

Dit is een vraagstuk waarvoor de commissie bijzondere belangstelling had.

Het ware immers nunoos een beleid uit te werken dat erop gericht is de ongecontroleerde kapitaalbewegingen in te dijken indien onze partners in de Gemeenschap, en dan vooral het Groothertogdom Luxemburg, geen gelijkwaardige maatregelen roepassen. Dergelijk verschil in het ge-

de rendre les mesures belges inopérantes et de porter un grave préjudice à notre économie en détournant les flux des capitaux vers des pays « accueillants » et en tarissant nos sources monétaires, ce qui provoquerait des moins-values fiscales. Une connaissance approfondie des systèmes étrangers est nécessaire.

L'examen comparatif des mesures prises par les différents pays de la C. E. E. a fait l'objet d'une étude du Comité monétaire des Communautés européennes, dont le rapport final a été déposé en octobre 1973.

Les tableaux synoptiques joints à ce rapport ont été communiqués aux membres de la Commission des Finances.

En ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, la situation est particulière. Ce pays est lié à la Belgique par le Protocole d'association monétaire du 29 janvier 1963 qui prévoit en son article 4 :

« Le Gouvernement luxembourgeois introduit et applique la même législation que la Belgique en ce qui concerne le contrôle des changes.

Ce contrôle est confié à un organisme unique dont les décisions sont obligatoires sur tout le territoire de l'Union économique. Le Grand-Duché de Luxembourg est représenté au sein de cet organisme. »

Le Grand-Duché de Luxembourg introduira donc les mêmes modifications que celles qui font actuellement l'objet du projet de loi belge, dans la législation luxembourgeoise.

Les mesures d'exécution seront, selon le même principe, rigoureusement identiques pour la Belgique et le Luxembourg.

En ce qui concerne les autres pays, il existe des mesures semblables ou similaires à celles qui pourraient être adoptées en Belgique et au Luxembourg en vertu du projet de loi.

On peut ainsi citer rapidement l'existence ou la possibilité de prendre les mesures suivantes (certaines de ces mesures appliquées dans l'ia passé récent ont été abrogées par la suite) :

Allemagne:

- Interdiction de rémunérer les dépôts de non-résidents;
- Application par les banques d'un intérêt négatif sur ces dépôts;
- L'endettement des résidents envers l'étranger et entre résidents en monnaies étrangères soumis à autorisation de la banque centrale;
- Maintien de dépôts non rémunérés auprès de la banque centrale en rapport avec la position extérieure des établissements de crédit et des emprunts non bancaires contractés à l'étranger (Bardepot).

France:

- Interdiction de rémunérer les dépôts de non-résidents;
- Application par les banques d'un intérêt négatif sur les dépôts de non-résidents;
- Tous emprunts à l'étranger et en monnaies étrangères auprès des banques françaises soumis à autorisation;
- Régulation de la position extérieure des établissements de crédit;

voerde beleid zou immers tot gevolg hebben dat de Belgische maatregelen worden uitgehold en onze economie erg wordt geschaad doordat de kapitalen dan zouden afvloeien naar meer « gastvrije » landen en onze monetaire voorraden zouden slinken, zodat de belastingontvangsten zouden verminderen. Het is dan ook nodig na te gaan welke regelingen in het buitenland worden getroffen.

Het Monetair Comité van de Europese Gemeenschappen heeft een vergelijkende studie gewijd aan de maatregelen die in de verschillende E. E. G.-landen zijn getroffen; het eindverslag in verband met die studie werd in oktober 1973 ingediend.

De bij dit verslag gevoegde synoptische tabellen werden overgemaakt aan de leden van de Commissie voor de Financiën.

De toestand is verschillend wat het Groothertogdom Luxemburg betreft. Dit is met België verbonden door het Protocol inzake monetaire associatie van 29 januari 1963. Artikel 4 van dit Protocol bepaalt:

« Dezelfde wetgeving als België wat betreft de wisselcontrole wordt door de Luxemburgse Regering ingevoerd en toegepast.

Deze controle wordt aan één enkele instelling toevertrouwd, waarvan de beslissingen op het hele grondgebied van de Economische Unie bindend zijn. Het Groothertogdom Luxemburg is in deze instelling vertegenwoordigd. »

Her Groothertogdom Luxemburg zal dus dezelfde wijzigingen die reeds in het Belgische wetsontwerp zijn vervat, in de Luxemburgse wetgeving aanbrengen.

De uitvoeringsmaatregelen zullen, ingevolge hetzelfde principe, volkomen identiek zijn voor België en Luxemburg.

In de andere landen werden dezelfde of gelijkaardige maatregelen getroffen als die welke in België en Luxemburg van kracht zouden kunnen worden op grond van het ontwerp.

Zo kan worden gewezen op de volgende maatregelen die van kracht zijn of zouden kunnen worden (sommige van die maatregelen, die in een nabij verleden werden roegepast, zijn sindsdien opgeheven) :

Duitsland :

- Verbod om interest te beralen op deposito's geplaatst door personen die niet in het land verblijven;
- Toepassing door de banken van een debetinterest op die deposito's;
- Degenen die in het land verblijven en die schulden willen aangaan in vreemde munt, tegenover het buitenland of onder elkaar, moeten machtiging verkrijgen van de centrale bank.
- De kredietinstellingen moeten renreloze deposito's aanhouden bij de centrale bank in verhouding tot hun externe positie en tot de in het buitenland aangegane leningen bij andere instellingen dan banken (Bardepot).

Frankrijk :

- Verbod om interest te beralen op deposito's geplaatst door personen die niet in het land verblijven;
- Toepassing door de banken van debetinterest op die deposito's;
- Voor alle leningen in het buitenland en in vreemde munt bij Franse banken is machtiging vereist;
- De externe positie van de kredietinstellingen wordt gereguleerd;

- Maintien de dépôts non rémunérés auprès de la banque centrale en rapport avec les dépôts de non-résidents.

Italie:

- L'endettement des résidents envers l'étranger soumis à autorisation;

- Régulation de la position extérieure des banques.

Pays-Bas:

- Interdiction de rémunérer les dépôts de non-résidents;

- Possibilité d'application par les banques d'un intérêt négatif sur ces dépôts;

- L'endettement de résidents envers l'étranger soumis à autorisation;

- Régulation de la position débitrice des banques;

- Maintien de dépôts obligatoires en rapport avec les engagements vis-à-vis des étrangers.

Royaume-Uni:

- Interdiction aux banques de rémunérer les dépôts de non-résidents;

- L'endettement des résidents envers l'étranger soumis à autorisation;

- Les pouvoirs existent pour réglementer les positions extérieures des banques et des institutions de crédit.

Danemark:

- Les pouvoirs existent pour réglementer la rémunération des dépôts de non-résidents;

- L'endettement des résidents envers l'étranger est réglementé;

- Régulation de la position extérieure des banques;

- Maintien de dépôts non rémunérés en rapport avec l'évolution de la position extérieure des banques.

6. Les sanctions.

En dehors du cadre du présent projet, il a été demandé au gouvernement de revoir les sanctions prévues par l'arrêté-loi originaire du 6 octobre 1944.

Outre le fait que ces sanctions semblent exagérées, il se révèle qu'elles sont appliquées avec une trop grande rigueur.

Le Ministre des Finances a fait observer que les dispositions contenues dans le projet seront soumises aux sanctions prévues à l'article 5 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, à savoir:

l'emprisonnement de 4 mois à deux ans
et/ou
l'amende de 5000 à 1 million de francs.

La décision judiciaire prévoit en outre la confiscation des biens ayant fait l'objet de l'infraction ainsi que des bénéfices recueillis de l'infraction.

- Degenen die niet in het land verblijven moeten renteloze deposito's aanhouden bij de centrale bank in verhouding tot de omvang van hun deposito's.

Italië:

- Degenen die in het land verblijven en die schulden willen aangaan tegenover het buitenland moeten daartoe machtiging verkrijgen;

- De externe positie van de banken wordt gereguleerd.

Nederland:

- Verbod om interest te betalen op deposito's geplaatst door personen die niet in het land verblijven;

- De banken kunnen een debetinterest op die deposito's toepassen;

- Degenen die in het land verblijven en die schulden willen aangaan tegenover het buitenland moeten daartoe machtiging verkrijgen;

- De debetpositie van de banken wordt gereguleerd;

- Deposito's moeten worden aangehouden in verhouding tot de verplichtingen tegenover het buitenland.

Verenigd Koninkrijk:

- Verbod voor de banken om interest te betalen op deposito's geplaatst door personen die niet in het land verblijven;

- Degenen die in het land verblijven en die schulden willen aangaan tegenover het buitenland moeten daartoe machtiging verkrijgen.

- De Regering is bevoegd om de externe positie van banken en kredietinstellingen te reglementeren.

Denemarken:

- De Regering is bevoegd om de toekenning van interest op deposito's geplaatst door personen die niet in het land verblijven te reglementeren;

- Het aangaan van schulden door personen die in het land verblijven tegenover het buitenland is gereguleerd;

- De externe positie van de banken wordt gereguleerd;

- De banken moeten renteloze deposito's aanhouden in verhouding tot de ontwikkeling van hun externe positie.

6. Sancties.

Buiten het kader van het onderhavige ontwerp werd de Regering verzocht de bij de oorspronkelijke besluitwet van 6 oktober 1944 bepaalde sancties te herzien.

Die sancties schijnen niet alleen overdreven te zijn, maar bovendien blijkt dat zij al te streng worden toegepast.

De Minister van Financiën vestigt er de aandacht op dat overtreding van de voorschriften van het ontwerp zal bestraft worden overeenkomstig het bepaalde in artikel 5 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1944, namelijk met:

gevangenisstraf van vier maanden tot twee jaar
en/of
een geldboete van 5000 tot 1 miljoen frank.

De gerechtelijke beslissing voorziet eveneens in de verbeurdverklaring van de goederen die het voorwerp van de inbreuk uitgemaakt hebben evenals in de verbeurdverklaring van de ingevolge de inbreuk behaalde winsten.

L'I. B. L. C. a toutefois le pouvoir de transiger et recourt en général à ce mode de règlement. Les poursuites pénales sont donc exceptionnelles.

IV. Examen des articles.

Article 1.

Cet article tend à modifier la composition du Conseil de l'I. B. L. C. en veillant à une meilleure représentation du gouvernement luxembourgeois.

Ce conseil comptera 10 membres au lieu de 9, par l'adjonction du commissaire au contrôle des banques à Luxembourg, comme membre de droit au même titre que le Président de la Commission bancaire de Belgique.

Lors de l'examen de cet article, une question a été posée relative aux intentions du Grand-Duché quant à l'adaptation de ses textes légaux en la matière.

Le Ministre des Finances a confirmé que le Grand-Duché de Luxembourg apportera les mêmes modifications à sa législation relative au contrôle des changes qui est identique à celle en vigueur en Belgique. Le Ministre est d'ailleurs intervenu auprès de son homologue luxembourgeois afin d'obtenir une quasi-simultanéité dans l'application des nouvelles mesures.

Cet article a été adopté à l'unanimité.

Article 2.

Le 1° de cet article n'a pour seul propos que d'adapter l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, aux modifications proposées dans le présent projet.

Le 2° précise que « Les règlements de l'Institut sont publiés au *Moniteur belge*; ils sont obligatoires le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. »

Interrogé à ce sujet, le Ministre des Finances a affirmé que les mots « à moins qu'ils ne fixent un autre délai » n'avaient pas été insérés dans le texte dans l'intention d'accorder aux règlements de l'I. B. L. C. un effet rétroactif.

Les règlements relatifs au contrôle des changes traitent d'une matière où il importe d'agir vite et avec une efficacité extrême si l'on veut obtenir les effets escomptés.

La clause en question a pour objet principal de rendre les règlements publiés au *Moniteur*, immédiatement exécutoires en cas de nécessité.

Cet article a été adopté à l'unanimité.

Article 3.

Cet article tend à introduire quatre nouveaux articles dans l'arrêté-loi du 6 octobre 1944. Leur portée a déjà été explicitée dans ce rapport. Votre commission les a soumis à un vote séparé.

Dans le texte néerlandais de l'article 3bis, lettre b, 3°, 4° et 5° et de l'article 3ter, il y a lieu d'apporter une correction de forme afin d'assurer la concordance entre les textes néerlandais et français. Il convient de lire: « vorderingen, deposito's en schulden ... ».

Het B. L. I. W. kan nochtans een transactie voorstellen en doet dat ook in de meeste gevallen. Strafvervolgingen zijn dus eerder uitzonderlijk.

IV. Onderzoek van de artikelen.

Artikel 1.

Doel van dit artikel is de wijziging van de samenstelling van de Raad van het B. L. I. W., hierbij zorg dragend voor een betere vertegenwoordiging van de Luxemburgse regering.

Deze raad zal 10 in plaats van 9 leden tellen, ingevolge de toevoeging van de commissaris voor bankcontrole te Luxemburg als lid van rechtswege in dezelfde hoedanigheid als de Voorzitter van de Belgische Bankcommissie.

Tijdens het onderzoek van dit artikel is een vraag gesteld over de bedoelingen van het Grootkrotoogdom wat betreft de aanpassing van de wetteksten ter zake.

De Minister van Financiën bevestigde dat het Grootkrotoogdom Luxemburg dezelfde wijzigingen zal aanbrengen aan zijn wetgeving op de wisselcontrole, wetgeving die overigens dezelfde is als de in België geldende. De Minister heeft overigens bij zijn Luxemburgse ambgenoot aangedrongen om de kwasi-gelijktijdigheid wat betreft de toepassing van de nieuwe maarregelen te verkrijgen.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2.

Het 1° van dit artikel heeft uitsluitend tot doel de aanpassing van artikel 2 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole aan de bij dit ontwerp voorgeselde wijzigingen.

Het 2° bepaalt, nader dat: « de reglementen van het Instituut worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*; ze worden bindend de tiende dag na de bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen ».

Hierover ondervraagd bevestigde de Minister van Financiën, dat de zinsnede: « tenzij zij een andere termijn bepalen » niet in de reksr opgenomen wordt met de bedoeling aan de reglementen van het B. L. I. W. terugwerkende kracht te verlenen.

De reglementen op de wisselcontrole hebben betrekking op een aangelegenheid waar het van belang is snel en zeer doeltreffend op te treden wil men het gestelde doel bereiken.

Die clausule strekt er vooral toe de in het *Saatsblad* gepubliceerde reglementen zo nodig onmiddellijk uitvoerbaar te maken.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikel 3.

Dit artikel strekt ertoe vier nieuwe artikelen in de besluitwet van 6 oktober 1944 in te voegen. De draagwijdte ervan werd reeds in dit verslag toegelicht. Uw commissie legt ze afzonderlijk ter stemming.

In de Nederlandse tekst van artikel 3bis, letter b, 3°, 4° en 5° en van artikel 3ter dient, omwille van de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse reksr, een wijziging naar de vorm te worden aangebracht. Er moet staan: « vorderingen, deposito's en schulden ... ».

Article 3bis.

Le champ d'application de l'article 3bis eu égard aux personnes assujetties.

Se référant à la page 4 de l'exposé des motifs, d'aucuns ont regretté l'élargissement du champ d'application de l'arrêté-loi. A l'encontre du Conseil d'Etat, le Gouvernement a en effet estimé devoir appliquer les mesures proposées à tous les commerçants, personnes physiques et personnes morales. Le texte du projet peut paraître dans son libellé plus large que celui proposé par le Conseil d'Etat.

La définition des intermédiaires financiers sans référence limitative à d'autres législations tend à éviter toute confusion ou difficulté d'interprétation ou omission et aussi à permettre l'introduction au Grand-Duché de Luxembourg d'un texte identique à celui de la loi belge.

L'inclusion dans ce dispositif des personnes physiques ayant la qualité d'intermédiaires financiers ou de commerçants répond au souci d'étendre le dispositif à tous ceux qui sont amenés par leur profession à jouer un rôle actif dans nos rapports avec l'étranger, quelle que soit leur forme juridique. A cet égard, il y a lieu de préciser que le texte du projet spécifie bien qu'il s'agit, en ce qui concerne les commerçants, uniquement de ceux qui traitent habituellement des opérations avec l'étranger.

La répercussion des dispositions de l'article 3bis en matière de droit privé.

Il a été demandé si, en pareille matière, qui déborde le cadre national, il est possible de légiférer par simple projet de loi, qui s'avère d'ailleurs être une loi de pleins pouvoirs, sans convention internationale.

Il serait nécessaire de préciser dans le rapport quelles sont les compétences «*te* l'1. B. L. C. et de l'Etat, ne fût-ce que pour déterminer (voir art. 3bis, b, 3°) si l'Etat est en droit de limiter la rémunération des dépôts en monnaies étrangères. Quelle est, en l'occurrence, la destination de la différence de rémunérations?

Selon le Ministre, toutes dispositions de contrôle des changes sont de nature à entraîner des limitations aux droits des assujettis. Elles ne sont justifiées que lorsque les circonstances l'exigent et sous la responsabilité des organes d'exécution. De telles circonstances peuvent se produire.

Il appartient toutefois aux autorités d'en user avec prudence. Cependant, lorsque l'intérêt général le commande, les autorités responsables doivent pouvoir agir, même au détriment d'intérêts privés. En droit, ces actions sont d'ailleurs couvertes par la notion de fait du prince.

En outre, il convient de remarquer que, d'une manière générale, les organes d'exécution se voient parfois reprocher, en période de crise ouverte, de ne pas agir avec toute l'efficacité voulue, alors qu'ils sont parfois obligés de se baser sur des pouvoirs mal établis et d'imaginer des méthodes marginales de réglementation. C'est une raison pour ne pas se montrer trop restrictif dans la définition des pouvoirs de cadre.

L'article 3bis a été adopté à l'unanimité.

Artikel 3bis.

Werkingsfeer van artikel 3bis t.a.u. de ondcricorpen personen,

De uitbreiding van de werkingssfeer VIn de besluitwet -- en daarbij wordt verwezen naar bladzijde 4 van de mernorie van toelichting, wordt betreurd. In tegenstelling met de Raad van State heeft de Regering het inderdaad nodig geoordeeld de voorgestelde maatregelen te moeten toepassen op alle handelaars, natuurlijke en rechtspersonen. De redactie van de tekst van het ontwerp kan ruimer lijken dan die welke door de Raad van State wordt voorgesteld.

De bepaling van de financiële tussenpersonen zonder beperkende verwijzing naar andere wetgevingen wil iedere verwarring, interpretatiemoeilijkheid of nalatigheid voorkomen en het tevens mogelijk maken in het Groothertogdom Luxemburg een rekst in te voeren die precies dezelfde is als die van de Belgische wet.

De opneming in dat instrument van de natuurlijke personen die de hoedanigheid van financiële tussenpersonen of handelaars hebben, beantwoordt aan de zorg om dat instrument uit te breiden tot al degenen die er door hun beroep roe gebracht worden een actieve rol te spelen in onze betrekkingen met het buitenland, ongeacht de juridische vorm daarvan. Er zijn daaromtrent aangestipt dat de tekst van her ontwerp duidelijk stelt dat het, wat de handelaars betreft, uitsluitend gaat om degenen die gewoonlijk transacties afsluiten met het buitenland.

Terugslag van de bepalingen van artikel 3bis inzake priuaatrecht.

Er wordt gevraagd of her mogelijk is een dergelijke aanlegenschap, die niet binnen een nationaal kader valt, bij eenvoudig wetsonwerp -- dar bovendien een volmactwet blijkt in te houden -- te regelen en zulks zonder internationale overeenkomst.

In het verslag zouden de bevoegdheden van het B. L. I. W. en van de Staat moeten worden gepreciseerd al was het maar am vast te stellen of de Staat (zie art. 3bis, b) 3°) het recht heeft de vergoeding voor deposito's in vreemde valuta te beperken. Wat gebeurt er in dat geval met het verschil tussen de vergoedingen?

Volgens de Minister zijn alle bepalingen inzake wisselcontrole van die aard dar ze beperkingen kunnen opleggen aan de rechten van degenen die er aan onderworpen zijn. Zij zijn slechts gerechtvaardigd wanneer de omstandigheden het vereisen en onder de verantwoordelijkheid van de uitvoeringsorganen. Dergelijke omstandigheden zijn niet denkbeeldig.

De overheid dient op dar gebied weliswaar omzichtigheid aan de dag te leggen, doch wanneer het algemeen belang het vereist, moet de verantwoordelijke overheid kunnen optreden zelfs indien daardoor aan particuliere belangen nadeel wordt berokkend. In rechte zijn die handelingen trouwens gedekt door her begrip «maatregel van hogehand ..

Er zij bovendien opgernekr dat de uitvoeringsorganen soms her verwijt te horen krijgen dar zij in tijden van acute crisis niet altijd met de nodige efficiëntie optreden, ofschoon zij toch bijwijken verplicht zijn zich op slecht omlijnde bevoegdheden te baseren, en marginale methodes op het stuk van reglementering uit te denken. Daarom mag men bij de bepaling van de kaderbevoegdheden niet al te restrictief te werk gaan.

Arrikel 3bis wordt eenparig aangenomen.

Article 3ter.

Cet article précise que les règlements pris en vertu des pouvoirs attribués par l'article 3bis, 3°, 4° et 5° peuvent concerner soit les créances et les dépôts et dettes dans leur ensemble, soit séparément et en tout ou en partie, soit les différents éléments constitutifs de ces créances et de ces dépôts et dettes.

Quelques membres ont fait observer que les dispositions des articles 3bis et 3ter risquaient de porter atteinte aux situations acquises.

En effet, les dettes nées à l'étranger envers un régnicole ne peuvent pas être modifiées par la seule décision du gouvernement belge. Le débiteur étranger reste tenu envers le régnicole. La même observation vaut bien entendu en sens inverse.

Ces intervenants estiment que les pleins pouvoirs prévus par le projet ne doivent en aucune façon avoir un effet rétroactif.

Ce souci est concrétisé par M. Persoons dans un amendement (Doc. n° 655/3, de la session 1972-1973) qui tend à ajouter *in fine* de l'article 3ter, ce qui suit :

" Les mesures prévues à l'article 3bis sont limitées aux dépôts et dettes nés après application de celles-ci par le Roi ou sur délégation de l'I.B.L.C. ".

Au sujet du même problème, M. Duvieusart a fait observer qu'outre le motif d'équité, invoqué par l'auteur de l'amendement, le projet risquerait à cet égard de susciter des difficultés en matière judiciaire. Comment pourrait-on concilier ce texte avec des jugements de tribunaux étrangers qui, en vertu des traités internationaux, obtiennent l'exequatur immédiat en Belgique. En adoptant le texte présenté par le gouvernement on instaure une insécurité juridique qui violerait en outre, des traités internationaux.

Il y aurait donc lieu de compléter l'amendement de M. Persoons en y ajoutant : " et non couvertes par des décisions judiciaires ". Dans le cas contraire, un jugement octroyant une créance à un étranger vis-à-vis d'un régnicole pourrait ne pas être exécuté.

Cet étranger pourrait même, en vertu de l'article 3bis, 5°, être obligé de déposer en Belgique une somme en francs belges ou en monnaies étrangères égale à tout ou partie de sa créance.

En ce qui concerne l'amendement de M. Persoons, le Ministre ne peut l'accepter, car il viderait de sa substance une partie des pouvoirs dont le Gouvernement ou l'I.B.L.C. doit disposer.

L'article 3bis prévoit en ce qui concerne les " dépôts et dettes " visés par l'amendement, la possibilité de :

1. limiter ou interdire la rémunération, c'est-à-dire en pratique le paiement d'intérêts;
2. limiter leur montant, c'est-à-dire obliger les débiteurs à réduire l'encours de leurs dettes;
3. imposer un dépôt en compte bloqué égal à tout ou partie de ces dépôts et dettes.

Artikel 3ter.

In dit artikel wordt nader bepaald dat de reglementen, vastgesteld op grond van de in artikel 3bis, 3°, 4° en 5°, verleende bevoegdheden ofwel de schulden, de deposito's en vorderingen in hun geheel ofwel de verschillende bestanddelen daarvan afzonderlijk en geheel of ten dele, betreffen.

Enkele leden hebben doen opmerken dat de bepalingen van de artikelen 3bis en 3ter dreigden inbreuk te maken op de verworven toestanden.

De schulden inderdaad die in het buitenland ten opzichte van een inlander ontstaan zijn kunnen niet worden gewijzigd ingevolge een beslissing van de Belgische regering alleen.

De verplichtingen van de buitenlandse schuldenaar tegenover de inlander blijven behouden. Dezelfde bemerking is wel te verstaan in de tegenovergestelde richting geldig.

Deze sprekers menen dat de volmachten waarin het ontwerp voorziet geenszins een terugwerkende kracht mogen hebben.

Aan deze bezorgdheid werd door de heer Persoons een concrete vorm gegeven in een amendement. (Stuk n° 655/3, zitting 1972-1973) ertoe strekkend *in fine* van artikel 3ter toe te voegen wat volgt :

" De in artikel 3bis bedoelde maatregelen worden beperkt tot de deposito's en vorderingen die ontstaan zijn na de toepassing ervan door de Koning of, via delegatie, door het B. L. J. W. »

In verband met hetzelfde probleem heeft de heer Duvieusart laten opmerken dat het ontwerp, afgezien van de door de indiener van het amendement ingeroepen billijkheid, ook in dat opzicht moeilijkheden op rechterlijk gebied dreigde uit te lokken. Hoe zou het mogelijk zijn deze tekst in overeenstemming te brengen met de vonnissen van buitenlandse rechtbanken die krachtens internationale verdragen in België het onmiddellijk « exequatur » bekomen. De aanneming van de door de Regering voorgestelde tekst voert een rechts-onzekerheid in waarbij bovendien internationale verdragen ontzenuwd worden.

Het amendement van de heer Persoons dient dus te worden aangevuld met hieraan toe te voegen : « en niet door gerechtelijke beslissingen gedekt zijn ».

Zoniet zou een vonnis waarbij aan een buitenlander tegenover een inlander een vordering toegekend wordt, niet kunnen uitgevoerd worden. Deze buitenlander zou zelfs, krachtens artikel 3bis, 5°, ertoe kunnen worden verplicht in België een bedrag in Belgische frank of in buitenlandse munt te deponeren dat gelijk zou zijn aan de gehele schuldverdragen, of aan een gedeelte daarvan.

Het is de Minister niet mogelijk het amendement van de heer Persoons in aanmerking te nemen omdat door dit amendement ten dele de machten, waarover de Regering of de B. L. J. W. dienen te beschikken, zouden uitgehold worden.

Bij artikel 3bis wordt, wat betreft de in het amendement bedoelde « deposito's en vorderingen », in de mogelijkheid voorzien :

1. de vergoeding d.w.z. praktisch : de uitbetaling van interesten, te beperken of verbieden;
2. hun bedrag te beperken, d.w.z. de schuldenaars te verplichten de wisselengagements van hun vorderingen te verminderen;
3. de verplichting op te leggen op een geblokkeerde rekening een bedrag gelijk aan de deposito's of aan een gedeelte daarvan te deponeren.

Ces mesures ont évidemment un caractère rigoureux. Elles doivent permettre de combattre un accroissement dangereux pour la stabilité extérieure de la monnaie, de certains dépôts et endettements, selon deux méthodes:

a) au moyen de mesures de dissuasion (interdiction de rémunération et blocage des fonds de contrepartie);

b) au moyen d'une limitation quantitative directe.

De telles mesures peuvent devenir nécessaires lorsque le pays se trouve dans une position créditrice ou débitrice extrême qu'il est nécessaire d'endiguer. Cette situation s'est présentée durant les années 1971-1973 lors de la crise du dollar.

Lorsqu'une telle situation se produit, l'action des autorités ne peut se limiter aux dépôts et dettes nés après l'instauration des mesures. En effet, bien qu'il importe avant tout d'arrêter tout nouveau développement d'une évolution dommageable, il faut aussi pouvoir agir sur la masse des dépôts et dettes déjà constitués, bien souvent sous l'empire d'une spéculation, et amener par des mesures appropriées, du genre de celles évoquées ci-dessus, une réduction de ceux-ci.

En cas d'anticipation d'une modification des taux de change, le moyen de refouler vers les pays d'origine les fonds spéculatifs introduits en Belgique notamment par les sociétés multinationales, est indispensable si l'on veut mettre les autorités monétaires et l'Etat (et par conséquent la collectivité) à l'abri des risques de change que ces déplacements de fonds leur font courir en gonflant indûment les réserves en monnaies menacées de dévaluation.

N'agir que sur les dépôts nés après l'adoption des mesures empêcherait les autorités de combattre efficacement les mouvements spéculatifs.

Il s'agit évidemment de mesures graves bien que temporaires dont il ne peut être fait usage qu'avec beaucoup de prudence et en cas de nécessité absolue. L'I. B. L. C. a toujours eu le souci de ne pas porter atteinte aux engagements contractuels et d'obtenir le résultat voulu d'une manière qui ne nuise pas à l'exécution de ceux-ci.

Toutefois, dans certaines circonstances, il peut être nécessaire d'agir vite et avec une efficacité et une rigueur exceptionnelle en rapport avec la gravité de la crise et des dangers que celle-ci peut présenter pour la sauvegarde de la monnaie et l'intérêt général.

Les pouvoirs prévus par le projet de loi sont pour cette raison assez larges. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'un cadre général d'action et que les autorités responsables devront en user avec le souci constant de ne pas porter atteinte aux droits existants sans nécessité absolue et exceptionnelle.

Quant au sous-amendement tendant à écarter du champ d'application de la loi les décisions judiciaires tant étrangères que belges, coulées en force de chose jugée, le Ministre des Finances se réfère aux règles édictées par le Fonds monétaire international, en vertu desquelles aucun Etat membre ne peut valider des engagements contraires aux mesures relatives au contrôle des changes, en vigueur dans les autres pays membres.

Le Ministre admet que les difficultés évoquées par l'auteur du sous-amendement pourraient se produire. Il ne pourrait de toute façon s'agir que de cas très rares, qui ne justifieraient pas l'ouverture d'une faille dans le sys-

Deze maatregelen zijn vanzelfsprekend streng. Zij dienen de bestrijding van de voor de buitenlandse varshheid van de munt gevaarvolle roenarne van bepaalde deposiro's mogelijk te maken, overeenkomstig twee methodes:

a) door middel van maatregelen bestemd tot het afraden van dergelijke praktijken (verbod inzake vergoeding en blokkering van de vergoedingsfondsen);

b) door middel van een rechtstreekse kwantitatieve beperking.

Dergelijke maatregelen kunnen noodzakelijk worden wanneer het land in een tot het uiterste doorgedreven crediteur- en debiteurpositie verkeert die dient te worden ingedijkt. Deze toestand deed zich voor in de loop van de jaren 1971-1973, tijdens de dollarcrisis.

Wanneer een dergelijke toestand voorkomt, kan de overheidsaetie niet blijven bij een beperking van de na de invoering van de maatregelen ontstane deposito's en schulden. Hoewel het van belang is vooral elke nieuwe ontwikkeling van een schadelijke evolutie stop te zetten, dient men inderdaad eveneens te kunnen ageren op de massa van de vaak onder invloed van een speculatie reeds samengebrachte deposito's en schulden en, door middel van gepaste maatregelen van dezelfde aard als die waarvan hierboven sprake was, een vermindering ervan te bewerken.

In geval van vervroegde wijziging van de wisselkoersen is het middel om de in België, namelijk door multinationale vennootschappen, ingevoerde speculatiefondsen naar hun landen van herkomst terug te dringen, onontbeerlijk indien men de overheden op monetair gebied en de Staat (dienvolgens de gemeenschap) wil beveiligen tegen de wisselrisico's welke deze fondsenverplaatsingen kan doen oplopen met op ongeoorloofde wijze de met muntontwaarding bedreigde monetair voorraad op te pompen.

Iedere actie die beperkt zou blijven tot de na de goedkeuring van de maatregelen ontstane deposiro's en schulden, zou de overheden beletten op doeltreffende wijze de speculatie te bestrijden.

Her zijn vanzelfsprekend ernstige, hoewel tijdelijke, maatregelen waarvan slechts gebruik kan gemaakt worden met een grote omzichtigheid en alleen in uiterste nood.

Het B. L. I. W. is er sreds voor bezorgd geweest geen inbreuk te maken op de contractuele verbintenissen alsook het gewenste resultaat steeds derwijze te bekomen dat geenszins zou worden geschaad aan de uitvoering ervan.

In sommige omsrandigheden kan het echter nodig zijn snel te werk te gaan met een doeltreffendheid en een uitzonderlijke strengheid, naargelang van de ernst van de crisis en de gevaren welke deze laatste kan inhouden voor de vrijwaring van de munt en van het algemeen belang.

De machten waarin dit wetsonwerp voorziet zijn daarom vrij ruim opgevat. Er mag niet worden vergeten dat her slechts een algemeen actiekader geldt en dat de verantwoordelijke overheden hiervan zullen dienen gebruik te maken met de steeds aanwezige bezorgdheid geen inbreuk te maken op bestaande rechten tenzij in uitzonderlijke gevallen en wanneer het volstrekt noodzakelijk is.

De Minister van Financiën verwijst, wat het subamendement betreft, waarbij de in kracht van gewijsde gegane buitenlandse en Belgische vonnissen uit het toepassingsveld van de wet worden gesloten, naar de door het Internationaal Monetair Fonds uirgevaardigde regels, luidens dewelke geen enkele Lid-Statē verbintenissen geldig kan verklaren die strijdig zouden zijn met in andere Lid-Statē geldende maatregelen betreffende de wisselcontrole.

De Minister geeft, roe dat de moeilijkheden, door indier van het subamendement aangehaald, zich zouden kunnen voordoen. Het zouden dan in elk geval slechts uiterst zeldzame gevallen zijn die geenszins de invoering verantwoorden

renne élaboré pour faire face à des situations exceptionnelles et graves par des mesures rigoureuses certes mais temporaires.

Afin de rencontrer les soucis exprimés par l'auteur du sous-amendement, il suggère de faire acter au rapport que « lorsque des droits ont été confirmés par des décisions judiciaires, il n'entre pas dans les intentions d'appliquer les mesures contenues dans le présent projet ». Cette déclaration, tout en rencontrant les préoccupations exprimées, permet le maintien du texte initial du Gouvernement.

M. Duvieusart se rallie à ce point de vue et retire son sous-amendement.

L'amendement de M. Persoons est repoussé à l'unanimité.

• • •

Avant de clore ce chapitre, le Ministre a précisé à la commission que les limitations prévues par le projet concernent par exemple l'encours global des créances d'une firme sur l'étranger et non l'une ou l'autre créance individuelle.

En l'occurrence, l'I.B.L.C. fixera un plafond qui correspond à l'encours normal de cette firme sur l'étranger.

L'article 3ter a été adopté à l'unanimité.

Article 3quater.

Cet article permet d'imposer à toutes personnes intéressées dans les opérations soumises au contrôle de l'I.B.L.C., l'obligation de fournir à cet institut des renseignements sur ces opérations.

Par voie d'amendement (Doc. n°655/2), le Gouvernement propose de remplacer l'article 3quater par une nouvelle disposition qui a pour but de dissiper toute équivoque:

1° en ce qui concerne les personnes auxquelles les renseignements peuvent être demandés, en précisant qu'elle s'applique également aux personnes prêtant leurs concours à celles mentionnées à l'article 1 et à l'article 3bis;

2° en ce qui concerne la nature des renseignements exigibles, en précisant qu'il s'agit de renseignements généraux ou particuliers.

M. Parisi désire sous-amender ce texte en précisant que les renseignements demandés sont communiqués par les personnes intéressées « sans déplacement ».

Le Ministre fait observer que cet article a pour objet de :

- prévoir l'obligation de communiquer à l'I. B. L. C. des renseignements généraux ou particuliers;
- prévoir l'obligation de communiquer à l'I. B. L. C. les documents venant à l'appui des demandes d'autorisation.

Le « déplacement » des pièces n'est prévu que pour les personnes qui sollicitent une autorisation. Celles-ci prenant l'initiative de la démarche, il est normal d'exiger la présentation des pièces.

Par contre, cette obligation de « déplacement » des pièces n'est nullement prévue pour les renseignements généraux ou particuliers que l'I.B.L.C. pourra requérir. Ceux-ci

van een breuk in het stelsel dar werd uitgewerkt 011 door gewis strenge, doch slechts tijdelijke maatregelen het 1100fd te kunnen bieden aan uitzonderlijke en ernstige toestanden.

Ten einde de door de indiener van het subamendement uitgedrukte bezorgdheid tegemoet te komen, stelt hij voor in her verslag te laten opnemen dat « wanneer de rechten bij gerechtelijke beslissingen bevestigd werden, het geenszins de bedoeling is de in dit ontwerp bevatte maatregelen toe te passen.

Deze verklaring, hoewel zij de uigedrukte bezorgdheid tegemoet komt, laar het behoud toe van de oorspronkelijke regeringstekst.

De heer Duvieusart sluit zich bij deze zienswijze aan en trekt zijn subamendement in.

Het amendement van de heer Persoons wordt eenparig verworpen.

* * *

Vooraleer dit hoofdstuk af te sluiten heeft de Minister aan de Commissie uitgelegd dat de in dit ontwerp bepaalde beperkingen bijvoorbeeld betrekking hebben op de globale omloop van de vorderingen van een firma op het buitenland en geenszins op een of andere individuele vordering.

Her B.L.I.W. zal in dit geval een maximumbedrag bepalen, overeenstemmend met de normale wisselomloop van deze firma in het buitenland.

Artikel 3ter wordt eenparig aangenomen.

Artikel 3quater.

Door dit artikel wordt het mogelijk aan alle personen die bij de aan de controle van het B. L. I. W. onderworpen verrichtingen betrokken zijn, de verplichting op te leggen aan dit Instituut inlichtingen voor deze verrichtingen mede te delen.

Bij amendement (Stuk n° 655/2) stelt de Regering voor artikel 3quater te vervangen door een nieuwe bepaling die ertoe strekt alle dubbelzinnigheid weg te werken:

1° wat betreft de personen aan wie de inlichtingen kunnen worden gevraagd, door te preciseren dat zij eveneens geldt voor de personen die hun medewerking verlenen aan die welke bij artikel 1 en artikel 3bis worden bedoeld;

2° wat betreft de aard van de inlichtingen die kunnen worden geëist, door te preciseren dat het hier gaat over algemene of particuliere inlichtingen.

De heer Parisi wenst die tekst te subamenderen en te preciseren dat de gevraagde inlichtingen door de betrokken personen « zonder verplaatsing » worden verstrekt.

De Minister vestigt er de aandacht op dat dit artikel tot doel heeft :

- de verplichting op te leggen om aan het B. L. I. W. algemene of particuliere inlichtingen te verstrekken;
- de verplichting op te leggen om aan het B. L. I. W. de stukken tot staving van de aanvragen om vergunning mede te delen.

Van de « verplaatsing » van de stukken is slechts sprake voor de personen die een vergunning vragen. Aangezien die personen het initiatief nemen is het normaal dat van hen wordt geëist dat zij de stukken voorleggen.

Anderzijds wordt die verplichting om de stukken te « verplaatsen » niet opgelegd voor de algemene of particuliere inlichtingen die her B. L. I. W. mocht vorderen. Die

étant normalement fournis sous forme de tableaux, états, relevés, etc... sans déplacement des documents originaux.

Le mot « renseignements » est d'ailleurs significatif à cet égard: ce sont des éléments d'information et non des documents.

La communication des pièces « sans déplacement » est prévue à l'article 7 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, mais uniquement dans le cadre d'une information ouverte par les délégués de l'I. B. L. C. pour la recherche d'infractions.

Après ces explications, M. Parisi a retiré son amendement.

* * *

La discussion s'est ensuite portée sur un point d'ordre légistique. Le texte « Le Roi peut, par des arrêtés, prévoir pour toutes personnes intéressées... » semble sujet à caution, car il peut être interprété comme une obligation d'édicter un arrêté royal pour chaque cas individuel.

Il est évident qu'il n'en est rien, les arrêtés étant pris par catégorie de personnes intéressées.

Un membre a attiré l'attention sur une discordance entre le texte néerlandais et le texte français.

Les mots « toutes personnes intéressées » semble plus restrictifs que "alle personen... betrokken". Betrokken serait adéquatement traduit par « concernées ».

Le Ministre a rappelé que les renseignements peuvent être demandés aussi bien aux personnes directement intéressées aux opérations soumises au contrôle des changes, qu'à celles qui interviennent directement ou indirectement dans ces opérations, même si elles n'obtiennent ou n'ont pas l'intention d'obtenir un bénéfice quelconque.

Selon le Ministre, le texte permettra d'atteindre le but poursuivi. Son libellé ne devrait donc pas être modifié ni en français, ni en néerlandais.

L'amendement du Gouvernement et par conséquent le nouveau texte de l'article 3^{quater} ont été adoptés à l'unanimité.

Article 3quinquies.

La taxe sur les dépôts d'étrangers.

Cet article prévoit, comme mesure extrême de dissuasion, l'attribution au Roi du pouvoir de prescrire le versement anticipatif provisionnel d'une taxe à charge de tous les titulaires étrangers de dépôts auprès d'intermédiaires financiers.

Cet article a été critiqué.

D'autres ont stigmatisé la tendance du pouvoir exécutif de prescrire, par voie de mesures anticipées de perception, des taxes et des prélèvements sans autorisation préalable du Parlement en se bornant à solliciter de ce dernier une simple ratification ce qui, en réalité, exclut toute possibilité de modifier les mesures prises. Tel est le cas pour les droits d'accise (loi du 19 mars 1951), l'article 37 du code de la T. V. A. et dans un autre domaine, en ce qui concerne la fixation de la parité monétaire (loi du 3 juillet 1972).

En outre, il y a lieu de se demander si, en l'occurrence, il est vraiment nécessaire de déléguer le pouvoir de taxation au Roi. Ne serait-il pas préférable de déposer un projet de loi en demandant au Parlement la procédure d'urgence?

inlichtingen worden immers normaal versrekt in de vorm van tabellen, staten, overzichten enz. zonder verplaatsing van de oorspronkelijke stukken.

Her woord « inlichtingen » is trouwens duidelijk: het gaat om voorlichting en niet om srukken.

Dat de stukken « zonder verplaatsing » worden medegedeeld is bepaald bij artikel 7 van de besluitwet van 6 oktober 1944, doch dit geldt enkel voor het onderzoek naar overtredingen dat door de afgevaardigden van het B. L. I. W. wordt ingesteld.

Ingevolge die uitleg trekt de heer Parisi zijn amendement in.

* * *

Vervolgens wordt een technisch-juridisch punt besproken. De formule « De Koning kan, door middel van besluiten, aan alle personen ... de verplichting opleggen » lijkt ongelukkig omdat zij kan worden geïnterpreteerd als een verplichting om voor elk individueel geval een koninklijk besluit uit te vaardigen.

Daar is natuurlijk niets van aan en de besluiten worden uitgevaardigd per categorie van betrokken personen.

Een lid vestigt de aandacht op een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse teksr.

De uitdrukking « toutes personnes intéressées » schijnt niet zo breed te zijn als « alle personen... betrokken ». De uitdrukking « concernées » schijnt wel een juistere vertaling te zijn voor betrokken ».

De Minister herinnert eraan dat de inlichtingen kunnen worden gevraagd zowel aan de personen die rechtstreeks betrokken zijn bij de onder de wisselcontrole vallende verrichtingen als aan die welke er rechtstreeks of onrechtstreeks hun medewerking, aan verlenen, zelfs wanneer zij er geen enkel voordeel bij hebben of beogen.

Volgens de Minister zal het beoogde doel met die tekst kunnen worden bereikt. Noch de bewoordingen van de Franse tekst, noch die van de Nederlandse tekst moeren worden veranderd.

Het Regeringsamendement en, dienvolgens, de nieuwe teksr van artikel 3^{quater} worden eenparig aangenomen.

Articul 3quinquies.

Taks op de door buitenlanders verrichte deposito's.

In dit artikel wordt, als uiterste afsladdingsmaatregel, aan de Koning de bevoegdheid verleend om de vervroegde provisionele heffing van een taks op te leggen ten laste van alle buitenlandse titularissen van deposito's bij financiële tussenpersonen.

Dit artikel was het voorwerp van kritiek.

De neiging wordt aan de kaak gesreld die de Uirvoerende machr vertoonr om, door middel van vervroegde inningsmaatregelen, zonder voorafgaandelijke toelating vanwege het Parlement taksen en afhoudingen voor te schuiven en om er zich mede te vergenoegen laatstgenoemde om een gewone bekrachtiging te verzoeken, hetgeen elke mogelijkheid uitsluit om de getroffen maatregelen te wijzigen. Dit is namelijk her geval voor de accijsrechten (wet van 19 maart 1951), voor artikel 37 van het Wetboek betreffende de B. T. W. en, op een ander gebied, voor de vaststelling van de muntpariteit (wet van 3 juli 1972).

Bovendien dient men zich af te vragen of het in dit geval werkelijk nodig is aan de Koning de macht over te dragen om taksen te heffen. Zou het niet beter zijn een wetsonwerp in te dienen waarvoor aan het Parlement de spoedprocedure zou gevraagd worden?

Quant au fond, l'on s'est demandé pour quels motifs il est nécessaire d'instaurer une taxe à charge des étrangers sur leurs dépôts, puisqu'aussi bien le Roi peut, en vertu de l'article 3bis, 5°, du présent projet, déléguer à l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, le pouvoir de bloquer la contrepartie des dépôts des étrangers qui excèdent un montant normal.

Le Ministre admet que la compétence parlementaire en cette matière est indéniable. Toutefois le projet s'inspire d'une suggestion du Conseil d'Etat en vue de prévoir une méthode d'action rapide.

Une telle mesure est en effet destinée à faire face en période de crise à des manœuvres spéculatives de la part d'étrangers. Elle doit pouvoir être appliquée pratiquement sans délai sous peine de manquer son objectif.

Un blocage provisoire dans l'attente de la décision parlementaire pourrait avoir un effet moins déterminant sur le comportement des titulaires de comptes que l'on veut décourager ou pénaliser.

L'article 3 quinquies a été adopté à l'unanimité.

* * *

L'article 3, tel qu'il a été amendé par le Gouvernement, a été adopté à l'unanimité.

Article 4.

Cet article insère dans l'arrêté-loi sur le contrôle des changes, les définitions des termes "régnicoles" et "étrangers", lesquelles ne figuraient que dans l'arrêté d'exécution.

Deux problèmes ont été abordés :

a) en matière de contrôle des changes, le résident luxembourgeois en Belgique est considéré légalement comme étranger;

b) les définitions fournies dans cet article sont-elles identiques à celles employées en droit fiscal ?

Le Ministre a promis d'examiner ce dernier problème.

Il a remis à votre rapporteur la note suivante concernant la notion de régnicole au sens de la législation sur le contrôle des changes.

En dehors de la définition de régnicole qui se trouve reprise dans le projet de loi, il n'existe aucune disposition réglementaire complémentaire, ni interprétation doctrinale de cette notion.

Dans la pratique, l'application de cette notion n'a guère soulevé de difficultés, ni, par conséquent, de décision interprétative.

Comme en matière fiscale, on veut viser par cette notion les personnes ayant leur résidence normale, habituelle, effective et principale en Belgique, sans distinction de nationalité.

Le statut de régnicole ou d'étranger aux termes de la réglementation du change implique un régime différent, c'est-à-dire que certaines dispositions de la réglementation concernent les régnicoles et d'autres dispositions concernent les étrangers.

Les droits et obligations éventuels qui découlent de la réglementation du change ne sont donc pas les mêmes pour les régnicoles et les étrangers.

La nécessité de faire la distinction entre les régnicoles et les étrangers repose presque exclusivement sur les banques agréées qui ont la responsabilité de respecter les dispo-

Wat de grond betreft, heeft men zich afgevraagd waarom her nodig is een raks in te voeren ten laste van de deposiro's van de buitenlanders, vernits de Koning toch, krachtens artikel 3bis, 5°, van dit wetsonwerp, aan het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel de macht kan delegeren om de tegenwaarde van de deposito's van de buitenlanders die een normaal bedrag overtreffen, te blokkeren.

De Minister geeft roe dat de bevoegdheid van het Parlement in die aangelegenheid buiten kijf staat, Nochtans werd het ontwerp ingegeven door een suggestie van de Raad van State die een snel optreden beoogde.

Een dergelijke maatregel heeft immers tot doel, tijdens een crisisperiode, speculatieve manoeuvres van buitenlanders tegen te gaan. Hij moet praktisch onmiddellijk kunnen worden toegepast, zoniet is hij ondoeltreffend.

Een voorlopige blokkering, in afwachting van een beslissing van het Parlement, zou veel minder invloed hebben op de gedragingen van de houders van rekeningen die men wil ontmoedigen of bestraffen.

Artikel 3 quinquies wordt eenparig aangenomen.

* * *

Artikel 3, zoals het is geamendeerd door de Regering, wordt eenparig aangenomen.

Artikel 4.

Dit artikel voegt in de besluitwet op de wisselcontrole de bepalingen in van de rernen «inlanders» en «buitenlanders» die tot nog roe slechts in het uitvoeringsbesluit voorkomen.

Twee vraagstukken worden ter sprake gebracht:

a) inzake wisselcontrole wordt de Luxemburgse ingezetene in België wettelijk als buitenlander beschouwd;

b) zijn de in dit artikel gegeven bepalingen dezelfde als die welke in het fiscaal recht gelden?

De Minister belooft dit vraagstuk te onderzoeken.

Aan uw verslaggever heeft hij in verband met het begrip «inlander» in de wergeving op de wisselcontrole ondersaande nota overgemaakt.

Met uitzondering van de in dit wetsonwerp opgenomen bepaling van «inlander» besraat er geen aanvullende reglementaire bepaling of op de rechtsleer sreunende inrepretatie van dit begrip.

In de praktijk gaf de toepassing van dit begrip weinig aanleiding tot moeilijkheden, noch, dienvolgens, tot enige interpretatieve beslissing.

Zoals op fiscaal gebied, worden met dit begrip de personen bedoeld die hun normale, gewone, werkelijke en hoofdzakelijke verblijfplaats hebben in België, zonder onderscheid van nationaliteit.

Het statuut van «inlander» of van «buitenlander» verondersreft, volgens de reglementering betreffende de wisselverrichingen, van elkaar verschillende stelsels, dar wil zeggen dat sommige bepalingen van de reglementering op de inlanders en andere bepalingen op de buitenlanders slaan.

De noodzakelijkheid om het onderscheid te maken tussen de inlanders en de buitenlanders berust bijna uitsluitend op de erkende banken, die verantwoordelijk

sitions de la réglementation lorsqu'elles traitent des opérations pour compte de leur clientèle.

La définition reprise actuellement dans le projet de loi et qui figurait depuis l'origine dans l'arrêté d'exécution du Régent a toujours paru satisfaisante.

Lorsque l'application stricte de la définition crée des difficultés, l'I. B. L. C. a toujours réglé la question au mieux sous forme d'autorisations. Il était donc inutile de créer une série d'interprétations des termes.

L'harmonisation complète des définitions d'« habitant du Royaume » (employée en matière fiscale) ou « régnicole » est un objectif séduisant sur le plan des principes.

Néanmoins, on peut craindre que, pour trouver une définition commune répondant aux difficultés particulières que chaque administration entend éviter, il ne faille élaborer un texte fort compliqué et que le résultat théorique atteint ne soit compensé par des difficultés pratiques plus grandes qu'actuellement.

De toute manière, même au départ d'un texte uniforme, on doit s'attendre à des interprétations plus ou moins strictes des administrations puisque les objectifs poursuivis par les diverses législations en cause ne sont pas les mêmes.

“ “ “

La commission désire toutefois faire acter au rapport qu'il serait souhaitable, dans toute la mesure du possible, de veiller à une identité des définitions. Il s'agirait d'une contribution importante en vue d'élaguer le maquis des textes législatifs et réglementaires qui, par des discordances de cet ordre, offrent un refuge aux personnes **avisées**.

L'article 4 a été adopté à l'unanimité.

“ “ “

L'ensemble du projet tel qu'il figure ci-après, a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

J. DESMARETS.

Le Président,

A. PARISIS.

zijn voor de eerbiediging van de bepalingen van de reglementering wanneer zij verrichtingen uitvoeren voor rekening van hun cliënteel.

De thans in het wetsontwerp opgenomen bepaling, die sedert het begin in het uitvoeringsbesluit van de Regent voorkwam, heeft steeds voldoening geschonken.

Wanneer de stipte toepassing van de bepaling tot moeilijkheden aanleiding geeft, zorgt het B. L. I. W. er steeds voor deze zo goed mogelijk op te lossen door middel van toelatingen. Het was dus overbodig een reeks interpretaties in te voeren voor de bewoordingen.

De volledige harmonisering van de bepalingen « inwoner van het Rijk (op fiscaal gebied) en « inlander », is een op principieel vlak verleidelijke doelstelling.

Niettemin kan worden gevreesd dat, om een gemeenschappelijke bepaling te vinden die zou volstaan voor de bijzondere moeilijkheden die elke administratie uit de weg wil ruimen, men ertoe genoopt wordt een zeer ingewikkelde tekst uit te werken en dar het theoretisch bereikte resultaat zou worden teniet gedaan door grotere moeilijkheden dan de thans bestaande.

Hoe dan ook, zelfs met een eenvormige tekst als vertrekpunt dienen vanwege de administraties min of meer stipre interpretaties te worden verwacht, vermits de door de verscheidene wetgevingen nagestreefde doeleinden niet dezelfde zijn.

“ “ “

De Commissie verlangt echter dat in het verslag opgerekend wordt dat het, in de mate van het mogelijke, wenselijk ware zorg te dragen voor een volledige overeenstemming van de bepalingen. Zulkss zou een belangrijke bijdrage zijn om het wamet van de wetten en reglementen te besnoeien die door hun gebrek aan overeenstemming een toevlucht vormen voor « ingewijde » personen.

Artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

“ “ “

Het gehele wetsontwerp, zoals het hierna voorkomt, wordt eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

J. DESMARETS.

De Voorzater,

A. PARISIS.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Article 1.

L'article 3 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 créant un Institut de Change, modifié par l'arrêté-loi du 5 décembre 1944, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. L'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change est administré par un conseil de dix membres. »

Le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique est président du Conseil.

Un membre du Comité de direction de la Banque Nationale de Belgique, le président de la Commission bancaire et le commissaire au Contrôle des Banques à Luxembourg sont membres du Conseil. Celui-ci comprend, en outre, quatre membres désignés par le Roi sur la proposition du Ministre des Finances et deux membres désignés par le Gouvernement luxembourgeois. »

Art. 2.

A l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, modifié par l'arrêté-loi du 5 décembre 1944, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa, les mots « relatifs aux matières visées à l'article 1-er et à l'article 3 » sont remplacés par les mots « relatifs aux matières qu'il peut régler en vertu des articles 1, 3, 3bis, 3ter et 3quater »;

2° l'article est complété par la disposition suivante :

"Les règlements de l'Institut sont publiés au *Moniteur belge*; ils sont obligatoires le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai."

Art. 3.

Un article 3bis, un article 3ter, un article 3quater et un article 3quinquies, rédigés comme suit, sont insérés dans l'arrêté-loi dont question à l'article 2 modifié notamment par les arrêtés-lois des 5 décembre 1944, 16 mars 1945 et 4 juin 1946 :

« Article 3bis. — Le Roi peut, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prévoir à l'égard :

a) des personnes physiques ou morales dont l'activité principale ou accessoire est d'apporter à des tiers, notamment sous la forme de crédits ou de prêts de toute nature, des ressources financières qu'elles-mêmes se sont procurées en contractant des dettes de toute nature à l'égard de tiers, ci-après dénommées « intermédiaires financiers »;

b) de tous commerçants non visés au a) ci-dessus, qui traitent habituellement des opérations commerciales ou financières avec des étrangers :

1° la limitation ou l'interdiction de rémunération des dépôts et des dettes en francs belges ou en monnaies étran-

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

Artikel 3 van de besluitwet van 6 oktober 1944 tot oprichting van een Instituut voor de Wissel, gewijzigd door de besluitwet van 5 december 1944, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel wordt door een raad van tien leden beheerd. »

De Gouverneur van de Nationale Bank van België is voorzitter van de raad.

Een lid van het Bestuurscomité van de Nationale Bank van België, de voorzitter van de Bankcommissie en de commissaris van de Bankcontrole van Luxemburg zijn leden van de raad. Deze behelst buitendien vier door de Koning, op voorstel van de Minister van Financiën, aangeduide leden alsmede twee leden door de Luxemburgse Regering aangeduid. »

Art. 2.

In artikel 2 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole, gewijzigd bij de besluitwet van 5 december 1944, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « betreffende de bij artikelen 1 en 3 bedoelde aangelegenheden » vervangen door de woorden « betreffende de aangelegenheden die Hij krachtens de artikelen 1, 3, 3bis, 3ter en 3quater vermag te regelen »;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De reglementen van het Instituut worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*; ze worden bindend de tiende dag na de bekendmaking, tenzij ze een andere termijn bepalen. »

Art. 3.

In de in artikel 2 bedoelde besluitwet, inzonderheid gewijzigd bij de besluitwetten van 5 december 1944, 16 maart 1945 en 4 juni 1946, worden een artikel 3bis, een artikel 3ter, een artikel 3quater en een artikel 3quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 3bis. — De Koning kan bij in Ministerraad overlegde besluiten, ren aanzien van :

a) fysieke of rechrspersonen, hierna « financiële tussenpersonen » genoemd, waarvan de hoofd- of bijkomende activiteit er in beslaat aan derden, inzonderheid onder de vorm van kredieten of leningen van alle aard, financiële middelen te verschaffen, die zij zich zelf hebben aangeschaft, door schulden van alle aard aangegaan ten opzichte van derden, »

b) alle niet onder a) hierboven bedoelde handelaars die gewoonlijk handels- of financiële verrichtingen doen met buitenlanders :

1° de vergoeding voor deposito's en schulden in Belgische frank of in vreemde valuta beperken of verbieden, wanneer

gères, lorsque le débiteur est un intermédiaire financier ou un commerçant visé au b) ci-dessus et que le créancier est un étranger;

2° la limitation ou l'interdiction de rémunération des dépôts et des dettes en monnaies étrangères, lorsque le débiteur est un intermédiaire financier ou un commerçant visé au b) ci-dessus et que le créancier est un régnicole;

3° la limitation du montant des créances et des dépôts et dettes, en monnaies étrangères, que possèdent ou que doivent les intermédiaires financiers et les commerçants visés au b) ci-dessus tant vis-à-vis des régnicoles que d'étrangers;

4° la limitation du montant des créances et des dépôts et dettes en francs belges, que possèdent ou que doivent les intermédiaires financiers et les commerçants visés au b) ci-dessus vis-à-vis d'étrangers;

5° l'obligation de déposer auprès d'une institution à désigner, en compte bloqué et productif ou non d'intérêt, une somme en francs belges ou en monnaies étrangères égale à tout ou partie des créances et des dépôts et dettes indiquées au 3° et 4°.

Article 3ter. - Les règlements pris en vertu des pouvoirs attribués par l'article 3bis, 3°, 4° et 50, peuvent concerner soit les créances et les dépôts et dettes dans leur ensemble, soit séparément, et en tout ou en partie, les différents éléments constitutifs de ces créances et de ces dépôts et dettes.

Article 3quater. - Le Roi peut, par des arrêtés, prévoir pour toutes personnes intéressées aux opérations mentionnées à l'article 1 et à l'article 3bis ou leur prêtant leur concours, l'obligation de communiquer à l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change tous renseignements généraux ou particuliers sur ces opérations ainsi que les documents en original ou photocopie, venant à l'appui des demandes d'autorisation adressées à l'Institut.

Article 3quinquies. - En cas d'urgence, le Roi peut prescrire et organiser le prélèvement anticipé et provisionnel d'une taxe à charge des étrangers sur leurs dépôts en francs belges ou en monnaies étrangères en Belgique auprès des intermédiaires financiers tels que définis par l'article 3bis.

Cette taxe peut notamment revêtir la forme d'un prélèvement mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel d'un certain pourcentage des dépôts.

Le Roi saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur prochaine session, d'un projet de loi tendant à instaurer la taxe pour laquelle des mesures anticipées de perception ont été prises en exécution du premier alinéa.

Art. 4.

Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté-loi dont question à l'article 2 :

« Article 9bis. - Pour l'application de la législation relative au contrôle des changes, on entend par :

de schuldenaar een financieel tussenpersoon of een onder b) hierboven bedoelde handelaar en de schuldeiser een buitenlander is;

2° de vergoeding voor deposito's en schulden in vreemde valuta beperken of verbieden, wanneer de schuldenaar een financieel tussenpersoon of een onder b) hierboven bedoelde handelaar en de schuldeiser een inlander is;

3° het bedrag beperken van de vorderingen, deposito's en schulden in vreemde valuta die de financiële tussenpersonen en de onder b) hierboven bedoelde handelaars bezitten zowel tegenover inlanders als tegenover buitenlanders of aan inlanders of buitenlanders verschuldigd zijn;

4° het bedrag beperken van de vorderingen, deposito's en schulden in Belgische frank die de financiële tussenpersonen en de onder b) hierboven bedoelde handelaars bezitten tegenover buitenlanders of aan buitenlanders verschuldigd zijn;

50 de verplichting opleggen een bedrag in Belgische frank of in vreemde valuta, gelijk aan de onder 3° of 4° vermelde vorderingen, deposito's en schulden of aan een gedeelte daarvan, bij een aan te wijzen instelling te deponeren op een geblokkeerde, al dan niet rentedragende rekening.

Artikel 3ter. - De reglementen, vastgesteld op grond van de in artikel 3bis, 3°, 4° en 50 verleende bevoegdheden, kunnen ofwel de vorderingen, de deposito's en schulden in hun geheel ofwel de verschillende bestanddelen daarvan, afzonderlijk en geheel of ren dele, betreffen.

Artikel 3quater. - De Koning kan, door middel van besluiten, aan alle personen die bij de in artikel 1 en artikel 3bis bedoelde verrichtingen betrokken zijn of daaraan hun medewerking verlenen, de verplichting opleggen aan het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel alle algemene of particuliere inlichtingen daarover te vertrekken en de stukken tot sraving van de aan dat Instituut gezichte aanvragen om vergunning, in origineel of in fotocopie, mede te delen.

Artikel 3quinquies. - In dringende gevallen, kan de Koning de vervroegde en provisionele heffing van een taks voorschrijven en organiseren ten laste van buitenlanders op hun in België verrichte deposito's in Belgische franken of in vreemde valuta bij de financiële tussenpersonen zoals ze door artikel 3bis worden bepaald.

Die taks kan inzonderheid de vorm aannemen van een maandelijks, driemaandelijks, zesmaandelijks of [jaarlijks] voorafname van een bepaald percentage van de deposito's.

De Koning zal bij de Wetgevende Kamers, onmiddellijk indien ze vergaderd zijn, zoniet zodra de volgende zitting geopend wordt, een wetsontwerp indienen dat er toe strekt de taks in te stellen waarvoor de vervroegde heffingsmaatregelen genomen werden in uitvoering van het eerste lid.

Art. 4.

In de in artikel 2 bedoelde besluitwet wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 9bis. - Voor de toepassing van de wetgeving betreffende de wisselcontrole dient te worden verstaan onder :

"régnicole »: toute personne physique domiciliée en territoire belge ou y ayant sa résidence principale, ainsi que toute personne morale dont le siège social est en Belgique;

« étranger » : toute personne physique domiciliée en territoire étranger ou y ayant sa résidence principale, ainsi que toute personne morale dont le siège social est en territoire étranger.

Si une personne morale a, outre son siège social établi en territoire belge, un ou plusieurs sièges d'exploitation en territoire étranger, elle est considérée comme régnicole pour tous biens dont la gestion relève du siège social et pour tous actes faits par ce siège. Elle est considérée comme étrangère pour tous biens dont la gestion relève du ou des sièges établis en territoire étranger et pour tous actes faits par ce ou ces sièges.

De même, si une personne morale a, outre son siège social établi dans un territoire étranger, un ou plusieurs sièges d'exploitation en territoire belge, elle est considérée comme étrangère pour tous biens dont la gestion relève du siège social et pour tous actes faits par ce siège. Elle est considérée comme régnicole pour tous biens dont la gestion relève du ou des sièges établis en territoire belge et pour tous actes faits par ce ou ces sièges ••.

« Inlander » : elke natuurlijke persoon die op Belgisch grondgebied woonachtig is of er zijn hoofdverblijfplaats heeft, alsmede elke rechtspersoon wiens maatschappelijke zetel in België is gevestigd;

« Buitenlander » : elke natuurlijke persoon die op vreemd grondgebied woonachtig is of er zijn hoofdverblijfplaats heeft, alsmede elke rechtspersoon wiens maatschappelijke zetel op vreemd grondgebied is gevestigd.

Indien een rechtspersoon, behalve zijn op Belgisch grondgebied gevestigde maatschappelijke zetel, één of meer bedrijfszetels op vreemd grondgebied heeft, wordt hij als inlander beschouwd voor alle goederen waarvan het beheer van de maatschappelijke zetel afhangt en voor alle door die zetel verrichte handelingen. Hij wordt als buitenlander beschouwd voor alle goederen waarvan het beheer van de op vreemd grondgebied gevestigde zetel of zetels afhangt en voor alle door die zetel of die zetels verrichte handelingen.

Eveneens, indien een rechtspersoon, behalve zijn op vreemdgrondgebied gevestigde maatschappelijke zetel, één of meer bedrijfszetels op Belgisch grondgebied heeft, wordt hij als buitenlander beschouwd voor alle goederen waarvan het beheer van de maatschappelijke zetel afhangt en voor alle door die zetel verrichte handelingen. Hij wordt als inlander beschouwd voor alle goederen waarvan het beheer van de op Belgisch grondgebied gevestigde zetel of zetels afhangt en voor alle door die zetel of die zetels verrichte handelingen. »